

# BARACK OBAMA ET LES LOBBYS : DISCOURS ET RÉALITÉ



SALAH OUESLATI \*

**S**i la France révolutionnaire a banni la formation des corps intermédiaires par l'adoption de la loi Le Chapelier dès 1789, aux États-Unis, les Pères fondateurs ont estimé qu'un tel remède serait pire que le mal. Plutôt que de les interdire, le débat sur le rôle des « factions » dans la vie politique avait finalement abouti à leur institutionnalisation par le truchement du premier amendement à la Constitution. James Madison croyait que le principe de la séparation des pouvoirs et le système de freins et contrepoids (*checks and balances*) constitueraient un garde-fou efficace contre toute domination du système politique par un seul et unique groupe.

Cette vision optimiste n'a pas résisté longtemps à la réalité de la vie politique américaine. Scandale après scandale, le gouvernement américain s'est trouvé régulièrement amené à intervenir pour tenter d'encadrer les activités des groupes d'intérêt et leur imposer une ligne de conduite et un minimum transparence. Dans le même temps, il s'est efforcé de limiter les effets délétères de l'argent généreusement octroyé par ces mêmes groupes à des candidats à des élections de plus en plus onéreuses. Depuis les années 1980, la prolifération des groupes d'intérêt et les coûts de plus en plus exorbitants des campagnes électorales ont rendu la situation quasi incontrôlable. Les observateurs n'hésitent

---

\* MAÎTRE DE CONFÉRENCES, UNIVERSITÉ DE POITIERS, FACULTÉ DES LETTRES ET DES LANGUES.

plus à parler d'un retour au *Gilded Age* (âge doré) et aux « barons voleurs » pour décrire une vie politique comparable à celle que le pays avait connue au tournant du vingtième siècle et qui était caractérisée par une corruption généralisée.

Dans les années 2000, la culture vénale de la capitale américaine a pris une ampleur sans précédent sous les républicains, notamment avec le scandale Abramoff et le projet *K Street* de Tom DeLay<sup>1</sup>. Il y avait urgence à réformer un système politique de plus en plus discrédité aux yeux de l'opinion américaine. C'est dans ce contexte que Barack Obama, alors sénateur de l'Illinois, a pris la décision de se lancer dans la course à l'investiture démocrate pour les élections présidentielles de novembre 2008. Il a fait de la lutte contre l'influence des lobbys l'un des axes majeurs de sa campagne primaire et de sa campagne pour les élections générales, et un objectif central de sa présidence. Alors que Barack Obama achève sa dernière année après deux mandats à la tête des États-Unis, quel bilan peut-on tirer de sa présidence en matière de moralisation de la vie politique dans ce pays ?

112

## **Lobbying et processus politique : du discours à la réalité**

En annonçant son intention de se présenter à l'investiture démocrate, Obama déclare : « les cyniques, les lobbyistes, les intérêts particuliers ont entraîné notre gouvernement dans un jeu qu'eux seuls peuvent se permettre de jouer. Ils font des chèques et vous vous retrouvez avec la facture. [...] Ils croient qu'ils possèdent ce gouvernement, mais nous sommes ici aujourd'hui pour le récupérer. Le temps pour ce genre de politique est révolu [...] Il est temps de tourner la page, ici et tout de suite »<sup>2</sup>. Lors de sa campagne des primaires dans l'État de l'Iowa en août 2007, Obama affirme « Si je suis élu président des États-Unis, si vous voulez travailler dans mon administration, vous ne pouvez pas quitter votre poste et aller faire du lobbying » ; dans ce même État, il réaffirme en décembre 2007 : « le tourniquet – la pratique permettant aux gens

<sup>1</sup> Voir Salah Oueslati, « Le parti républicain et les lobbys du monde des affaires de Dwight D. Eisenhower à George W. Bush : une alliance à double tranchant », dans Frédéric Robert (sous la direction de), *Les Républicains de Dwight D. Eisenhower à George W. Bush* (1952-2008), Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 61.

<sup>2</sup> <<http://www.americanrhetoric.com/speeches/barackobamacandidacyforpresident.htm>>.

d'aller d'un emploi dans l'industrie à un emploi dans la fonction publique pour retourner ensuite à l'industrie – sera révolu dans la Maison-Blanche d'Obama »<sup>3</sup>.

La tendance de Barack Obama à marteler cette promesse et à constamment rappeler son combat pour réduire le rôle de l'argent dans la vie politique alors qu'il était sénateur de l'Illinois montre sa détermination à convaincre les électeurs américains que « sa présidence sera différente » de celles de ses prédécesseurs. Devant un public acquis à sa cause lors d'un meeting à l'université de New Hampshire, il promet, une fois élu : « il sera absolument très clair que travailler dans le gouvernement Obama ne signifie plus servir son ancien employeur, son employeur futur ou son compte bancaire – il s'agit de servir son pays, c'est la priorité absolue »<sup>4</sup>. Après son investiture par le Parti démocrate, la lutte contre l'influence des lobbys devint un thème central de sa campagne présidentielle contre son adversaire républicain John McCain. Obama n'a pas manqué d'accuser ce dernier d'être à la solde des lobbyistes et d'avoir encouragé la dérégulation des marchés financiers pour plaire à Wall Street.

Le 21 janvier 2009, le lendemain de son accession à la présidence, Obama passe à l'acte. Il annonce depuis la Maison-Blanche la publication d'un décret présidentiel énonçant des règles strictes pour lutter contre les conflits d'intérêts dans le recrutement des hauts responsables administratifs. Il affirme que les lobbyistes seraient « soumis à des limites plus strictes que sous aucune administration de l'histoire ». Conformément à sa promesse électorale, il souligne la nécessité de « mettre fin au système de tourniquet qui permet aux lobbyistes d'accéder à volonté à des postes gouvernementaux, un système qui les autorise, une fois qu'ils ont quitté leur fonction, à utiliser leur expérience dans le service public pour promouvoir leurs propres intérêts au détriment des intérêts des Américains »<sup>5</sup>. Promulgué le 21 janvier 2009, le

<sup>3</sup> Josh Gerstein, « How Obama failed to shut Washington's revolving door », 31 décembre, 2015.

<<http://www.politico.com/story/2015/12/barack-obama-revolving-door-lobbying-217042>>.

<sup>4</sup> Voir, Annes E. Kornbult, « Obama Pledges Stronger Lobbying Reforms », *Washington Post*, 23 juin 2007.

<sup>5</sup> Remarks of the President in Welcoming Senior Staff and Cabinet Secretaries to the White House, 21 janvier, 2009,

décret présidentiel<sup>6</sup> fixe la conduite à tenir en matière d'éthique pour la nomination de hauts responsables gouvernementaux. Toute personne nommée à un poste dans l'exécutif après le 20 janvier 2009 doit signer et s'engager à respecter un code d'éthique strict destiné à lutter contre les conflits d'intérêts. Ce code interdit à tout responsable administratif d'accepter des « cadeaux » de la part de lobbyistes ou d'organisations de lobbying durant toute sa carrière dans le service public. Ce décret contient néanmoins une section autorisant les directeurs de l'*Office of Management and Budget* (OMB) de soustraire certaines nominations à ces obligations basées sur des considérations touchant à l'intérêt public<sup>7</sup>.

En ordonnant, dans une note datée du 18 juin 2010<sup>8</sup>, d'interdire aux lobbyistes soumis à l'obligation de s'inscrire sur un registre public du ministère américain de la Justice de siéger dans les quelque mille commissions consultatives de l'exécutif, Obama va effectivement plus loin dans sa volonté de limiter l'accès des lobbyistes au gouvernement qu'aucune autre administration de l'histoire des États-Unis. Il écrit : « mon administration s'est engagée à réduire l'influence excessive des intérêts particuliers qui ont pendant trop longtemps déterminé l'ordre du jour national et ont étouffé la voix des Américains ordinaires ». Pour Obama, si « ces intérêts particuliers exercent une influence disproportionnée [c'est] grâce, en partie, aux lobbyistes qui ont un accès privilégié [au gouvernement], ce qui n'est pas à la portée de tous les citoyens ». Pourtant Obama a reconnu dans cette même note que les lobbyistes « peuvent parfois jouer un rôle constructif en communiquant des informations au gouvernement », mais il juge que « la présence de lobbyistes à des positions privilégiées au sein de l'exécutif est de nature à perpétuer la culture de l'accès au gouvernement des intérêts particuliers qu'il est déterminé à changer »<sup>9</sup>. Cependant, suite à un recours judiciaire contre la décision d'Obama intenté par un groupe de lobbyistes qui

114

<<https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-welcoming-senior-staff-and-cabinet-secretaries-white-house>>

<sup>6</sup> Executive Order 13490, Ethics Commitments <[https://www.whitehouse.gov/the\\_press\\_office/ExecutiveOrder-EthicsCommitments](https://www.whitehouse.gov/the_press_office/ExecutiveOrder-EthicsCommitments)>.

<sup>7</sup> <[https://www.whitehouse.gov/the\\_press\\_office/ExecutiveOrder-EthicsCommitments](https://www.whitehouse.gov/the_press_office/ExecutiveOrder-EthicsCommitments)>.

<sup>8</sup> Dan Eggen, « New Obama Policy Bars Lobbyists From Federal Advisory Panels », *Washington Post*, vendredi 7 novembre, 2009.

<sup>9</sup> <<https://www.whitehouse.gov/the-press-office/presidential-memorandum-lobbyists-agency-boards-and-commissions>>.

estiment qu'une telle mesure est contraire au premier amendement à la Constitution, l'administration Obama a été amenée à assouplir les règles d'interdiction<sup>10</sup>.

Le système de tourniquet, cible privilégiée de Barack Obama, n'est pas un phénomène nouveau. La mobilité de carrière est tellement ancrée dans les habitudes aux États-Unis qu'elle rend parfaitement normaux les allers et retours entre administration publique et secteur privé. C'est une politique de débauchage systématique qui est pratiquée par les entreprises dans leur stratégie de lobbying. Cette pratique leur permet d'atteindre un double objectif : profiter de l'expérience des anciens hauts fonctionnaires qu'elles recrutent afin qu'ils les aident à connaître les arcanes de l'administration publique et à contourner les réglementations ; et dans le même temps les amener à faire du lobbying auprès de leurs anciens collègues pour obtenir un traitement de faveur. Pour de nombreux hauts responsables gouvernementaux, le passage par l'administration publique n'est qu'un tremplin pour un emploi plus rémunéré dans le secteur privé. La perspective d'un salaire beaucoup plus élevé et d'avantages plus importants les incite souvent à chercher un emploi dans les industries qu'ils étaient chargés de réglementer ou au sein de cabinets de lobbying ou de firmes juridiques clients de ces mêmes industries.

Obama avait-il les moyens de mettre fin à un système profondément ancré dans les habitudes et la culture politique washingtoniennes ? Une enquête menée par la revue *Politico* montre que les promesses du président américain ne sont en général pas tenues et que la Maison-Blanche n'a pas montré l'exemple en omettant de respecter les règles qu'elle avait elle-même édictées. Celle-ci avait en effet recruté environ 70 anciens lobbyistes, dont plusieurs à des postes de très haut niveau. Comme ses prédécesseurs, le chef de l'exécutif s'est rendu compte qu'il lui était très difficile de gouverner sans recourir à l'expérience et l'expertise des lobbyistes<sup>11</sup>. Quant à la promesse du président de mettre fin au système de tourniquet, elle relève plus d'un geste symbolique que d'actions réelles. Une étude menée par le *Center for Responsive Politics* montre

115

<sup>10</sup> <<http://thehill.com/business-a-lobbying/business-a-lobbying/214942-white-house-eases-lobbyist-ban>>.

<sup>11</sup> Byron Tau, « How K Street beat Obama », 8 décembre 2014, <<http://www.politico.com/story/2014/08/obamas-revolving-door-109930>>.

que 710 personnes entrant ou quittant des postes gouvernementaux relèvent de cette pratique<sup>12</sup>. Grâce aux dérogations accordées à certains lobbyistes, ce phénomène a connu plus d'ampleur durant le second mandat d'Obama, un moyen pour le président de courtiser le milieu des affaires et d'obtenir son soutien à sa politique auprès des membres du Congrès. La décision de soustraire les quelque 2,6 millions fonctionnaires fédéraux, même ceux qui occupent de hautes responsabilités, des dispositions du décret présidentiel, et de ne l'appliquer qu'à ceux qui accèdent à des postes dans le cadre de nominations politiques, limite davantage la portée et l'efficacité du dispositif visant à encadrer le système du tourniquet.

L'autre limite majeure du décret présidentiel est qu'il ne s'applique qu'aux lobbyistes qui sont soumis par la loi, dite *Lobbying Disclosure Act* de 1995, à l'obligation de s'inscrire, c'est-à-dire ceux qui consacrent 20 % ou plus de leurs activités au lobbying. Tous les autres, ceux qui exercent cette activité de façon ponctuelle ou les chefs d'entreprises qui interviennent dans le processus décisionnel pour défendre leurs propres intérêts, ne sont soumis à aucune restriction. Selon Dave Wenhold, président de *l'American League of Lobbyists*, la tendance de l'administration Obama à montrer du doigt les lobbyistes professionnels « a poussé les gens vers la clandestinité » et a transféré le pouvoir aux PDG et autres dirigeants d'entreprise qui ne sont pas soumis par la loi à l'obligation de s'inscrire en tant que lobbyistes<sup>13</sup>. Pour contourner les restrictions et s'adapter à la nouvelle donne, un nombre croissant de lobbyistes a en effet décidé de se désinscrire du registre fédéral. Leur nombre a ainsi chuté brutalement, passant de 27 000 à 14 000 en 2009, et à environ 8 000 en 2012. Dans le même temps, le nombre de lobbyistes non soumis à l'obligation d'inscription a augmenté jusqu'à environ 90 000. Une baisse qui s'explique par la volonté de ces derniers d'échapper à la nouvelle réglementation. Une situation qui conduit à moins de transparence et à l'impossibilité d'identifier qui fait du lobbying, pour le compte de quel client et pour quel objectif; elle rend aussi impossible toute estimation des sommes dépensées dans le cadre de cette activité. Paradoxalement, ces mesures ont favorisé les gros intérêts au détriment des plus modestes. Loin de s'affaiblir, avec

116

<sup>12</sup> <[http://www.opensecrets.org/revolving/search\\_result.php?admin=Barack+Obama&sid=10](http://www.opensecrets.org/revolving/search_result.php?admin=Barack+Obama&sid=10)>.

<sup>13</sup> Dan Eggen, « Success of President Obama » crackdown on lobbying questioned », *Washington Post*, dimanche 14 février, 2010.

l'élection d'un nouveau président et d'une nouvelle majorité au Congrès, les bureaux de lobbying se sont employés à recruter plus de lobbyistes proches des démocrates et mieux introduits dans les couloirs du pouvoir de la nouvelle administration.

Enfin, le choix du président Obama de recourir à des mesures administratives au lieu de proposer une loi au moment où le Parti démocrate contrôlait les deux chambre du Congrès n'est pas de nature à inscrire son action dans la durée et fait planer le risque que son successeur n'ait aucune difficulté à abroger ces mesures. Avant même d'attendre la fin du mandat du président, son parti politique, par la voix du Comité national démocrate (*Democratic National Committee*) a d'ores et déjà annoncé son intention de revenir sur les mesures prises par Obama en 2008 qui portent sur l'interdiction des contributions électorales provenant de lobbyistes et des comités d'action politique (PAC)<sup>14</sup>.

La portée des mesures prises par le président s'est avérée plus symbolique qu'efficace. Comme ses prédécesseurs, Obama a compris, à ses dépens, que le poids écrasant exercé par les lobbys économiques dans le processus décisionnel était insurmontable. L'approche de Barack Obama vis-à-vis des groupes d'intérêt est à la fois paradoxale et ambivalente. Tout en prenant des mesures visant à amoindrir le rôle de ces groupes, le président n'hésite pas à inviter ces mêmes groupes à participer à l'élaboration de toutes les réformes de grande ampleur de ses deux mandats. L'une des premières législations majeures de son premier mandat, le *Children's Health Insurance Program*, promulguée le 4 février 2009 par Obama et visant à assurer une couverture maladie aux enfants des familles modestes mais dont les revenus ne leur permettent pas de bénéficier du programme *Medicaid*, a reçu un large soutien des organisations professionnelles et du milieu d'affaires comme la puissante *Business Roundtable*, la *National Federation of Independent Businesses* (NFIB), l'*American Medical Association* et l'*American Hospital Association* ainsi que des laboratoires pharmaceutiques et des syndicats.

Pour l'élaboration de l'*American Recovery and Reinvestment Act* de 2009 (dit *Recovery Act*), adopté à la suite à la crise économique de 2008-2009 pour relancer l'économie américaine, Obama se montre toutefois plus ferme et opte pour une approche différente. Le

<sup>14</sup> Tom Hamburger and Paul Kane, « DNC rolls back Obama ban on contributions from federal lobbyists », *Washington Post*, 12 février, 2016.

président a rappelé dans une note que le « *Recovery Act* était destiné à stimuler l'économie... Il n'avait pas pour objectif de financer des projets pour les intérêts spéciaux »<sup>15</sup>. Cette note énonce une série de restrictions sans précédent et impose l'interdiction de toute communication verbale (discussion face à face ou par téléphone) entre les responsables de l'exécutif et les lobbyistes professionnels sur les questions qui relèvent du *Recovery Act*. Les communications écrites doivent faire l'objet de diffusion publique sur les sites Internet des agences administratives sollicitées dans un délai de trois jours. En outre, il est interdit aux mêmes organismes de l'exécutif de prendre en compte les points de vue de ces mêmes lobbyistes concernant les projets proposés, les demandes de financement ou les demandeurs de fonds<sup>16</sup>. D'autres règles très tatillonnes portent sur les conditions de communications verbales et écrites à respecter par les agents de l'administration publique quand ils sont contactés par des lobbyistes professionnels. La note présidentielle énonce quatre grands principes à respecter par les départements et agences de l'exécutif chargés d'allouer les fonds publics dans le cadre du *Recovery Act* : (1) s'assurer que les décisions d'accorder des fonds et autres aides soient basées sur le mérite, (2) éviter le financement de projets « imprudents », (3) respecter la transparence dans la communication avec les lobbyistes inscrits, et (4) s'assurer de l'aide de l'*Office of Management and Budget* (OMB) aux départements et agences pour la mise en œuvre de la note. Soixante jours après la publication du décret présidentiel, une période pendant laquelle des modifications ont été apportées suite aux commentaires et remarques formulés par les parties concernées, l'OMB publie une version actualisée en juillet 2009 à l'endroit des lobbyistes professionnels sur la ligne de conduite à respecter concernant l'allocation des fonds dans le cadre du *Recovery Act*<sup>17</sup>.

118

<sup>15</sup> Barack Obama, « Ensuring Responsible Spending of Recovery Act Funds, » March 20, 2009, in Presidential Memoranda, comp. The White House Office of the Press Secretary, <<https://www.whitehouse.gov/the-press-office/memorandum-heads-executive-departments-and-agencies-32009>>.

<sup>16</sup> <[http://bryceharlow.org/press/wp-content/uploads/2012/09/ethicspaper\\_m\\_yarbrough.pdf](http://bryceharlow.org/press/wp-content/uploads/2012/09/ethicspaper_m_yarbrough.pdf)>.

<sup>17</sup> The White House, « Update on Recovery Act Lobbying Rules: New Limits on Special Interest Influence, » Blog Post, May 29, 2009, <<http://www.whitehouse.gov/blog/Update-on-Recovery-Act-Lobbying-Rules-New-Limits-on-Special-Interest-Influence>>.

La Maison-Blanche justifie sa démarche par la volonté d'imposer plus de transparence et de donner à tout citoyen américain la possibilité de consulter le contenu des communications entre les organes de l'exécutif et les lobbyistes des intérêts particuliers. Elle constitue un garde-fou contre tout arrangement conclu derrière des portes closes au détriment de l'intérêt général. Mais la mesure proposée par Obama pour atteindre son objectif a fait l'objet de nombreuses critiques aussi bien de la part des groupes d'intérêt public généralement proches des démocrates que des organisations de lobbyistes. La tendance d'Obama à montrer du doigt les seuls lobbyistes professionnels ne résout que partiellement le problème ; elle occulte la question de l'influence des représentants du milieu économique dans le processus décisionnel. En quoi le lobbying du PDG de Google en faveur de son entreprise serait-il moins préjudiciable à l'intérêt des citoyens américains ordinaires que celui d'un lobbyiste professionnel rémunéré pour défendre les intérêts de cette même entreprise ou d'une autre ? Par le biais des PAC, Google a en effet été le troisième contributeur de la campagne de réélection de Barack Obama en 2012. Durant cette période, la Maison-Blanche recevait les représentants de l'entreprise jusqu'à une fois par semaine. Selon des courriels obtenus par le *Wall Street Journal*, les dirigeants de Google ont assisté à nombreuses réunions avec les hauts responsables de la *Federal Trade Commission* (FTC) et de la Maison-Blanche en amont de la conclusion d'une affaire sur des pratiques anticoncurrentielles dont l'entreprise faisait l'objet en 2012. Cette révélation a amené la presse américaine à s'interroger sur le rôle du chef de l'exécutif dans la conclusion favorable à Google dans cette affaire<sup>18</sup>.

La distinction par Obama entre les deux types de lobbying, l'un perçu comme positif et l'autre comme néfaste, est pour le moins superficielle et simpliste. Traditionnellement, la majorité des Américains fait la différence entre les lobbys défendant les intérêts particuliers et ceux promouvant l'intérêt général. Ces derniers ont une image plutôt positive alors que les premiers sont souvent associés à l'influence indue et à la corruption. Ce n'est à l'évidence pas l'approche que Barack Obama privilégie. C'est peut être pour cette raison qu'il a ouvert les portes de la Maison-Blanche

<sup>18</sup> Brody Mulins, « Google Makes Most of Close Ties to White House », *The Wall Street Journal*, 24 mars, 2015.

aux dirigeants et aux représentants des grands groupes industriels pour obtenir leur soutien à son *Recovery Act*, tout en écartant les lobbyistes professionnels<sup>19</sup>.

La crise financière de 2008 a offert une occasion unique au président Obama pour mettre en place une véritable réforme de Wall Street et pour revenir sur les mesures de déréglementation prises par ses prédécesseurs sous l'influence des lobbys de la finance depuis les années 1980 et qui sont à l'origine de la crise. La loi dite *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* de 2010 n'était pas à la hauteur de l'enjeu. Encore une fois, une armada de lobbyistes a envahi le Congrès pour bloquer toutes les mesures ambitieuses de régulation. Mais la Maison-Blanche elle-même avait fait la part belle à ceux qui étaient à l'origine de la crise pour réformer le système bancaire. Comme le souligne John Taylor, président de l'organisation *National Community Reinvestment Coalition*, chargé de défendre les intérêts des citoyens face au lobby bancaire, « Étant donné la gravité de la crise économique qui a résulté des pratiques folles et cupides à Wall Street, cette loi aurait pu légitimement être plus musclée. C'est ce qui arrive quand vous laissez l'industrie qui a précisément causé le problème acheter les meilleurs sièges à la table des négociations ». Plus étonnant encore fut l'extrême indulgence de l'exécutif vis-à-vis des banquiers responsables de la crise de 2008. Alors que le scandale des caisses d'épargne et de crédit des années 1980 avait conduit environ 3 500 banquiers en prison, aucun banquier n'a fait l'objet de poursuite pénale sous la présidence d'Obama. Pourtant, les conséquences de la crise financière de 2008 étaient bien plus dévastatrices. Certains journaux en sont venus à conclure que le laxisme de l'administration Obama vis-à-vis des banquiers fautifs ne peut s'expliquer que par la promesse que le président avait faite aux PDG de Wall Street lors d'une réunion à la Maison-Blanche du 27 mars 2009, les mettant en garde contre les salaires excessifs perçus par leurs employés dans les termes suivants : « Mon administration... est la seule chose entre vous et les fourches »<sup>20</sup>.

120

<sup>19</sup> <<http://edition.cnn.com/2009/POLITICS/02/17/obama.stimulus.remarks/>>.

<sup>20</sup> Eric Zuess, « Why Won't Obama Go After Criminal Bankers ? », 24 janvier, 2014, <[http://www.huffingtonpost.com/eric-zuesse/why-wont-obama-go-after\\_b\\_4661086.html](http://www.huffingtonpost.com/eric-zuesse/why-wont-obama-go-after_b_4661086.html)>.

Voir aussi, William D. Cohan, « Prosecutors Balk, Bankers Walk », 21 janvier, 2014,

S'agit-il d'un aveu d'impuissance de la part d'Obama face à ces groupes et une reconnaissance de son incapacité à se passer de leur soutien pour faire avancer son agenda politique, quitte à payer le prix de concessions susceptibles de dénaturer son projet initial? L'exemple de la réforme de l'assurance santé est de ce point de vue révélateur. Il illustre aux mieux la prépondérance des groupes d'intérêt dans ce qui constitue l'un des grands chantiers de la présidence d'Obama. Tirant la leçon des échecs cuisants des anciens locataires démocrates de la Maison-Blanche dans ce domaine<sup>21</sup>, notamment celui de William Clinton, le nouveau chef de l'exécutif s'est dans un premier temps contenté d'annoncer les grandes lignes de son plan, laissant aux membres du Congrès une grande marge de manœuvre pour déterminer les détails de la réforme. Obama est conscient qu'il doit à son tour faire face à la montée en puissance des intérêts privés dans le secteur de la santé, qui a donné naissance à ce qu'Arnold Relman qualifie de « nouveau complexe médico-industriel »<sup>22</sup>. Ce réseau d'influence, qui regroupe les industries pharmaceutiques et d'équipements médicaux, les compagnies d'assurance et les chaînes hospitalières, est le bénéficiaire essentiel, sinon exclusif, de l'expansion du secteur de la santé depuis les années 1980. Dès lors, la Maison-Blanche a pris soin d'éviter toute confrontation directe avec non seulement ces puissants intérêts, mais aussi avec l'ensemble des lobbys des milieux économique et professionnel.

Du début du mois de février jusqu'à la fin du mois de juin 2009, Obama a cherché à déminer le terrain en organisant au sein même de la Maison-Blanche pas moins de 27 réunions de travail avec les hauts dirigeants des grandes entreprises du secteur médical, dont certains sont aussi les présidents des organisations les plus influentes en matière de lobbying au profit de ce secteur<sup>23</sup>. En écartant la

121

---

<<http://www.bloomberg.com/news/print/2014-01-21/prosecutors-balk-bankers-walk.html>>.

<sup>21</sup> Voir Salah Oueslati, « Groupes d'intérêt et politique sociale, le cas du système de santé aux États-Unis », dans Djebali Taoufik et Benoit Raouly (ed.), *Marginalité et politiques sociales*, L'Harmattan, 2010, p. 47-73.

<sup>22</sup> Relman A., « The New Medical-Industrial Complex », *The New England Journal of Medicine*, vol. 303, n° 17, 23 octobre 1980, p. 963-69.

<sup>23</sup> Sam Stein, « Obama Has Met at Least 27 Times With Private Health Care Industry Executives », *The Huffingtonpost*, <[http://www.huffingtonpost.com/2009/07/22/obama-private-health-car\\_n\\_23115.html](http://www.huffingtonpost.com/2009/07/22/obama-private-health-car_n_23115.html)>.

solution d'une caisse unique financée par les impôts, le président américain a voulu montrer que son objectif n'était pas de bouleverser l'équilibre du système d'assurance en place, mais qu'il s'inscrit dans une logique de coexistence de deux systèmes : public et privé. Au fur et à mesure que ces négociations préliminaires avancent, le chef de l'exécutif s'emploie à élargir la coalition favorable à sa réforme en invitant d'autres organisations à apporter leurs contributions à sa mise en place. Ainsi, la chambre de commerce, la NFIB, l'AMA, l'AARP et l'AFL-CIO, avec le concours des entreprises du secteur médical, ont joué un rôle central. Dans le cadre de cette consultation, Obama est parvenu à rassembler les représentants de 80 groupes d'intérêt pour un sommet sur la santé tenu à la Maison-Blanche, dont une grande partie est directement touchée par la future réforme. Sous la pression des lobbys des milieux économiques, Obama renonce très rapidement à sa promesse électorale d'instaurer une option publique (*public option*), une mesure que les groupes progressistes qui ont contribué à son élection considèrent pourtant comme « non négociable ». Au final Obama a permis à chaque groupe d'intérêt d'obtenir satisfaction sur des dispositions particulières de la loi, des concessions qui se sont avérées fort coûteuses pour le contribuable américain.

Les enquêtes d'opinion montrent pourtant qu'une écrasante majorité d'Américains (85 %) est favorable à une refonte totale du système d'assurance santé. Cette même majorité soutient la mise en place d'une assurance gérée par l'État pour concurrencer le secteur privé et elle se dit disposée à payer plus d'impôts pour garantir une assurance santé pour tous<sup>24</sup>. Mais les voix des citoyens ordinaires, que le candidat, puis le président Obama, a tant promis de faire prévaloir, ont fini par être « étouffées » par les groupes d'intérêt particuliers. La réforme de l'assurance santé, baptisée *Obamacare*, a certes apporté des progrès réels par rapport au système existant et permis à des millions d'Américains d'avoir une couverture maladie, mais celle-ci fait la part belle au nouveau complexe médico-industriel et aux lobbys des milieux économiques. À force de renoncements, de concessions et de manque de courage politique de la part du président américain, la mise en place d'un véritable système universel d'assurance santé est restée hors d'atteinte. Tout le processus de la mise en route de la réforme *Obamacare*, depuis son inscription à

<sup>24</sup> Sack K. et Connelly M., « In Poll, Wide Support for Government Run Health », *New York Times*, 21 janvier, 2009.

l'ordre du jour, la constitution du groupe de travail présidant à son élaboration, les discussions sur sa philosophie d'ensemble, le contenu de ses principales dispositions jusqu'à son adoption, constitue une parfaite illustration du marchandage entre les divers groupes d'intérêt dans l'élaboration de la politique publique. Un processus où les acteurs politiques se contentent souvent de jouer le rôle de médiateurs entre les divers intérêts concernés. Plus qu'aucune autre législation, celle-ci porte la marque des groupes d'intérêts les plus puissants de la capitale américaine.

### **Argent et politique : le contre-exemple Obama**

Pendant la campagne présidentielle, Obama avait souvent fait le lien entre les contributions financières des lobbys aux campagnes électorales et le traitement de faveur qu'ils obtiennent de la part de l'élu une fois ce dernier en fonction. Ce constat découle d'une réalité politique caractérisée par la tendance de la plupart des lobbys de se doter d'une force de frappe financière sous forme de comités d'action politique mis en place pour faire des dons aux candidats qui soutiennent leur agenda aux élections fédérales et étatiques. Non sans raison, Obama décrit le système d'influence comme un échange de bons procédés où les groupes d'intérêt particuliers achètent leur influence, ce qui permet aux plus riches d'avoir un poids disproportionné dans le processus d'élaboration de la politique publique au détriment de l'intérêt des citoyens ordinaires. Une situation qui s'est aggravée après la décision de la Cour suprême, *Citizens United v. FEC* de 2010, de déréglementer certains aspects du financement électoral. Critiquant sévèrement cet arrêt, le président Obama déclare : « l'une des raisons pour lesquelles je me suis présenté à l'élection présidentielle était que je croyais profondément que les voix des Américains ordinaires... n'étaient pas entendues face aux puissantes voix des intérêts particuliers à Washington ». Il rajoute que cette décision « ouvrira les vannes aux intérêts particuliers, y compris les entreprises étrangères, pour dépenser sans limite dans nos élections »<sup>25</sup>. Durant sa campagne

123

---

<sup>25</sup> President Barack Obama, *Weekly Address* : "President Obama Vows to Continue Standing Up to the Special Interests on Behalf of the American People", White House, Office of the President, January 23, 2010, <<https://www.whitehouse.gov/the-press-office/weekly-address-president-obama-vows-continue-standing-special-interests-behalf-amer>>.

de réélection, Obama avait promis de proposer un amendement à la Constitution pour abroger les dispositions de *Citizens United*.

Obama s'est souvent vanté d'avoir été soutenu dans sa campagne présidentielle de 2008 par des petites contributions faites par des citoyens ordinaires et d'avoir interdit les dons provenant des lobbys. Il déclare : « je suis le seul candidat qui peut affirmer que les lobbyistes de Washington ne financent pas ma campagne électorale, ils ne vont pas diriger la Maison-Blanche sous ma présidence, ils ne vont pas étouffer les voix des citoyens américains si je suis élu président des États-Unis »<sup>26</sup>. Pourtant, c'est ce même candidat qui a été le premier depuis 1974 à rejeter le financement public pour ses campagnes primaire et générale et à privilégier les financements provenant de donateurs privés, d'entreprises, de lobbys et des syndicats. Un choix qui lui a permis de se soustraire à l'obligation de plafonnement des fonds levés et dépensés. Comble du paradoxe, le candidat républicain John McCain, tant critiqué par son adversaire pour ses liens supposés avec les lobbyistes de Wall Street, a opté pour le financement public. La différence abyssale entre les dépenses des deux candidats, 639 millions de dollars pour Obama et 360 pour McCain, a rendu le financement privé irrésistible pour des candidats soucieux de ne pas se faire doubler par l'adversaire.

Il est vrai que Obama avait réussi à collecter 579 millions de dollars, soit 48 %, de donateurs issus de toutes les catégories sociales et en particuliers les petits donateurs qui ont fait des contributions de moins de 200 dollars. Cependant, Obama grand pourfendeur de Wall Street a reçu en 2008 plus de fonds que George W. Bush, soit 44,3 millions de dollars, un record, alors que quatre ans plus tôt, George W. Bush n'en avait reçu que 36<sup>27</sup>. Le rejet du financement public de la part d'Obama en 2008 constitue un fâcheux précédent qui va sonner le glas du financement public et contribuer à briser l'obstacle psychologique sur le lien douteux entre financement privé et élection présidentielle depuis l'affaire du Watergate. Sept organisations qui militent pour une réforme du système de

<sup>26</sup> Barack Obama, « Remarks in Golden », Colorado, 16 septembre, 2008, <<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=84335#axzz1jGs0DgyJ>>.

<sup>27</sup> C. Eugene Emery, « Hillary Clinton: Barack Obama set new Wall Street fundraising record when he first ran for president », 7 mars, 2016, <<http://www.politifact.com/truth-o-meter/statements/2016/mar/07/hillary-clinton/hillary-clinton-barack-obama-set-new-wall-street-f/>>.

financement électoral ont interpellé Obama dans une lettre où ils expriment leur « profonde inquiétude au sujet du système électoral corrompu et à propos de son échec, à ce jour, en tant que président de faire preuve d'un véritable leadership ou de prendre des mesures efficaces pour résoudre ce problème fondamental auquel notre démocratie doit faire face »<sup>28</sup>. En guise de réponse, le président se contente de justifier le recours au financement privé, il écrit : « nous n'allons pas tout simplement désarmer unilatéralement »<sup>29</sup>. Un argument qui, loin de justifier l'inaction présidentielle, donne l'impression que Barack Obama s'accommode d'une situation qu'il a lui-même contribué à créer. Il est certain que le Congrès, dominé par les républicains depuis les élections de mi-mandat de 2010, n'était pas disposé à faire passer une telle réforme, mais le président démocrate n'a jamais fait preuve d'une combativité et d'une détermination réelles pour défendre une proposition de loi dans ce domaine.

L'élection présidentielle de 2012 est le premier scrutin qui voit la disparition du financement public et inaugure l'ère de la prise en charge entière de l'élection par l'argent privé. Barack Obama et son adversaire républicain Mitt Romney, avec un total de 2,6 milliards de dollars de dépenses, vont ainsi battre un record historique (plus de 737 millions de dollars pour Obama, et plus de 624 millions de dollars pour Mitt Romney). Le coût de l'ensemble des élections qui ont eu lieu la même année, y compris celle du Sénat et de la Chambre des représentants, a atteint au moins 6,3 milliards de dollars, soit 13 % de plus qu'en 2008 (5,3 milliards de dollars)<sup>30</sup>. C'est un tournant majeur dans l'histoire du financement électoral aux États-Unis, et ce, pour quatre raisons essentielles : l'abandon du système de financement public de la campagne présidentielle mis en place au lendemain du scandale Watergate ; l'explosion des super-PAC qui sont autorisés à recevoir des donations illimitées ; la prolifération de l'argent occulte (*dark money*) ; et enfin, l'émergence

125

<sup>28</sup> <<https://www.washingtonpost.com/r/2010-2019/WashingtonPost/2013/04/29/National-Politics/Graphics/LETTER-FROM-REFORM-GROUPS-TO-PRESIDENT-OBAMA-4-29-13.pdf>>.

<sup>29</sup> David Nakamura, « As Obama begins fundraising swing, campaign finance watchdogs growl », *Washington Post*, 2 avril, 2013.

<sup>30</sup> <<http://www.opensecrets.org/news/2013/03/the-2012-election-our-price-tag/>>.

des « méga-donateurs ». Durant le cycle électoral de 2012, les super-PAC et les groupes extérieurs ont dépensé plus d'un milliard de dollars<sup>31</sup>.

Le candidat républicain Mitt Romney avait clairement rejeté la mise en place d'un minimum de transparence ou d'un quelconque mécanisme de plafonnement. Il estime que les entreprises sont des personnes, à ce titre, elles ont le droit, selon lui, de participer à la vie politique du pays. De son côté, Obama, qui était opposé au super-PAC en 2010, les accusant d'être une menace pour la démocratie, a décidé de créer le sien pour sa campagne de réélection de 2012, baptisé *Priorities USA Action*. Une décision justifiée par la crainte de se voir dépasser par les sommes colossales amassées par le super-PAC *Restore Our Future* de son adversaire républicain. Le développement le plus spectaculaire de la campagne de 2012 se caractérise par l'explosion de ces organisations, et le rôle central qu'elles ont directement joué dans les élections présidentielle et législatives. Selon les chiffres publiés par la *Sunlight Foundation*<sup>32</sup>, les super-PACS ont levé plus de 834 millions de dollars provenant en grande partie de donateurs très riches. Plus symptomatique encore pour la campagne électorale de 2012 fut la montée de l'argent occulte : plus de 300 millions de dollars aux sources inconnues ont ainsi été dépensés. Selon la même organisation, 156 personnes et organisations ont donné plus d'un million de dollars aux super-PAC. Ce « club de millionnaires » représente 59 % de l'ensemble des 834 millions de dollars levés par les super-PAC. Dix contributeurs ont à eux seuls donné au moins 10 millions de dollars<sup>33</sup>.

En dehors des donations qui font l'objet de divulgation, ces mêmes super-riches en font par le biais du circuit anonyme. La plupart des pourvoyeurs de fonds sont des individus, mais plusieurs sont des organisations dont beaucoup préfèrent garder l'anonymat. Cette dérive ne concerne pas que l'élection présidentielle. Selon le *Center for Responsive Politics*, avec 3,77 milliards de dollars de dépenses, les élections à mi-mandat de 2014 (pour renouveler la Chambre des

126

<sup>31</sup> <[https://www.opensecrets.org/outsidespending/cycle\\_tots.php](https://www.opensecrets.org/outsidespending/cycle_tots.php)>.

<sup>32</sup> La Sunlight Foundation est un organisme à but non lucratif et non partisan qui milite pour plus de transparence dans la vie politique, <<http://sunlightfoundation.com/blog/2012/12/07/2012-super-pac-million-dollar-club/>>.

<sup>33</sup> <<http://sunlightfoundation.com/blog/2012/12/07/2012-super-pac-million-dollar-club/>>.

représentants et un tiers du Sénat) sont les plus chères de l'histoire des États-Unis. Alors que les dépenses électorales sont de plus en plus élevées, le nombre de donateurs est de plus en plus restreint et de plus en plus anonyme. Les contributions octroyées directement aux partis politiques sont en forte baisse<sup>34</sup>. Une évolution qui d'un côté accentue le poids et l'influence des « mégadonateurs » et de l'argent occulte et de l'autre affaiblit le rôle des petits donateurs et marginalise davantage les partis politiques. La concentration des donateurs et leur emprise sur le processus électoral augmentent d'une élection à l'autre.

Tout en dénonçant les groupes d'intérêt et leur tendance à acheter leur influence par des contributions électorales, le président Obama organise régulièrement des événements de collecte de fonds pour sa campagne de réélection et au profit du Parti démocrate. Ainsi, dîner avec Obama coûte souvent plus de 30 000 dollars (fin juillet 2012, une invitation pour dîner à New York coûtait 80 000 dollars par couple<sup>35</sup>). Depuis 2012, Obama a organisé 150 événements de collecte de fonds alors que George W. Bush en avait organisé 155<sup>36</sup>.

Grand pourfendeur de l'argent occulte, Obama n'a pris aucune mesure pour en réduire l'ampleur. Pourtant, en tant que président, il dispose de moyens légaux et efficaces pour imposer un minimum de transparence, qui, certes, ne feront pas disparaître ce phénomène, mais pourraient obliger une partie de gros donateurs à dévoiler leur identité. Le président peut signer un décret enjoignant à toutes les entreprises qui ont des contrats avec le gouvernement de faire connaître les sommes versées aux organisations à but non lucratif qui gardent l'anonymat de leurs donateurs. Les dix plus grosses entreprises qui bénéficient de ces contrats ont reçu environ 1,5 trillions de dollars du gouvernement depuis 2000, parmi elles on trouve JP Morgan Chase, Exxon Mobil et Koch Industries. La Maison-Blanche avait en fait rédigé un tel décret en 2011, mais elle a abandonné cette mesure avant les élections de 2012. À cette époque, les lobbyistes de la puissante chambre de commerce des États-Unis se sont déchainés contre un tel projet et avaient promis

<sup>34</sup> <<http://www.opensecrets.org/news/2015/02/final-tally-2014s-midterm-was-most-expensive-with-fewer-donors/>>.

<sup>35</sup> <<http://politicalpartytime.org/party/31589/#invite>>.

<sup>36</sup> <<http://edition.cnn.com/2016/04/07/politics/obama-fundraiser-in-chief/>>.

qu'ils « le combattraient par tous les moyens »<sup>37</sup>. Aujourd'hui, cette proposition bénéficie d'un soutien large, notamment de 100 membres du Congrès ainsi que du candidat à la primaire démocrate Bernie Sanders<sup>38</sup>.

Avec des dons versés par des centaines de milliers de petits contributeurs, la première campagne d'Obama avait pourtant suscité beaucoup d'espoir et d'enthousiasme. Après deux mandats à la Maison-Blanche, force est de constater que c'est l'inverse qui se produit, l'argent occulte et l'influence des super riches ont atteint des niveaux inégalés. Il serait injuste d'imputer la responsabilité au seul chef de l'exécutif, la Cour suprême a joué un rôle central dans la déréglementation de certains aspects du financement électoral et les républicains qui dominent le Congrès depuis les élections de mi-mandat de 2010 ont montré leur hostilité à une telle réforme. Cependant, Obama n'a pas tenu parole. En dehors de discours et de réactions d'indignation, il ne s'est jamais montré combatif et déterminé à mener une telle réforme à son terme. Les mesures prises contiennent souvent de nombreuses échappatoires et ont atteint le contraire du but recherché ; elles sont par ailleurs souvent abandonnées sous la pression ou parce qu'elles s'avèrent inopérantes. Obama a fini par s'accommoder d'une réalité politique ancrée depuis des décennies dans le quotidien de la capitale américaine. Il laisse un système politique qualifié par un nombre croissant de commentateurs, de journalistes et de politologues d'oligarchique et/ou ploutocratique. Martin Gilens, de l'université de Princeton, et Benjamin Page, de l'université Northwestern, ont compilé les données relatives à plus de 1 800 décisions politiques prises entre 1981 et 2002, ils sont parvenus à la conclusion que le gouvernement, qu'il soit républicain ou démocrate, suit le plus souvent les préférences des 10 % des Américains les plus riches. Ils arguent que le système politique des États-Unis s'est transformé en oligarchie, où le pouvoir est concentré entre les mains d'une élite<sup>39</sup>.

128

<sup>37</sup> Eric Lichtblau, « Lobbyist Fires Warning Shot Over Donation Disclosure Plan », *New York Times*, 26 avril, 2011.

<sup>38</sup> Katrina van den Heuvel, « How Obama can hurt the Koch with one stroke of his pen », *Washington Post*, 14 juillet, 2015.

<sup>39</sup> Martin Giles et Benjamin I. Page, « Testing Theories of American Politics: Elites, Interests, and Average Citizens » ; *Perspectives on Politics*, vol. 12, n° 3, septembre 2014, p. 564-581.

Depuis la publication de cet article, le caractère ploutocratique du système américain ne fait que s'affirmer. Selon une enquête du *New York Times*, seulement 158 familles ont versé 176 millions de dollars aux candidats à l'élection présidentielle de 2016, soit près de la moitié des fonds levés à la date du 10 octobre 2015 par ces derniers : une concentration inédite depuis la période d'avant Watergate. Les donateurs, pour une écrasante majorité, sont des hommes, blancs et riches qui tirent majoritairement leur fortune de la finance, du secteur de l'énergie ou du divertissement<sup>40</sup>.

Les candidats à l'investiture démocrate et républicaine pour les élections présidentielles de novembre 2016 se sont emparés de ce sujet, notamment le démocrate Bernie Sanders qui en a fait l'un des thèmes principaux de sa campagne.

Dénonçant un « système politique corrompu par l'argent », Bernie Sanders, qui se définit comme « démocrate socialiste », rejette tout soutien d'un super-PAC. Le financement de sa campagne repose en effet sur des contributions dont le montant moyen est, selon le candidat lui-même, de 27 dollars. Il a réussi à rassembler environ 2,5 millions de donateurs qui lui ont versé un total de 200 millions de dollars. À titre de comparaison, Obama avait en 2008 une liste de 3 millions de donateurs mais pour les élections générales<sup>41</sup>. Sanders propose un programme nettement plus à gauche que le Parti démocrate : le rétablissement de la progressivité fiscale, un salaire minimum élevé (15 dollars par heure) et la gratuité de la santé et de l'université. Sanders s'est engagé à s'attaquer au problème des inégalités qui minent la société américaine et la transforment en une véritable ploutocratie. Dans sa campagne électorale, Sanders s'appuie sur les nouvelles formes de mobilisation politique, notamment Internet et les réseaux sociaux. Le succès remporté par Sanders, surtout auprès des jeunes, montre que s'assumer comme « socialiste » est loin d'être un handicap et qu'une véritable alternative politique est possible aux États-Unis. Sa rivale démocrate, Hillary Clinton, apparaît comme la tenante

<sup>40</sup>Nicholas Confessore, Sarah Cohen and Karen Yourish, « Just 158 families have provided nearly half of the early money for efforts to capture the White House », *New York Times*, 10 octobre, 2015.

<sup>41</sup>Shane Goldmacher, « Bernie's legacy: One of the most valuable donor lists ever », ActBlue has more than 3 million credit cards on file, a serious technological advantage for Democrats raising money, 6 juin, 2016, <<http://www.politico.com/story/2016/06/bernie-sanders-actblue-donor-lists-223964>>.

du *statu quo*, la candidate de l'establishment et des gros intérêts. Pour lutter contre cette image, elle a décidé de « gauchiser » son discours et de mettre la réforme du financement électoral en bonne place sur son site officiel<sup>42</sup>. La candidate affirme que si elle est élue présidente, elle se battra pour cette réforme afin de mettre fin à ce flot d'argent occulte et irresponsable qui fausse les élections, corrompt le système politique et étouffe les voix de trop nombreux citoyens ordinaires. Hillary Clinton bénéficie pourtant du soutien d'un super-PAC baptisé *Ready for Hillary* créé en 2015 et qui avait levé 15 millions de dollars avant même l'annonce de sa candidature officielle.

Mais si le succès de Sanders auprès de jeunes est spectaculaire, il peine à atteindre les minorités, notamment noires et hispaniques, et les personnes aux revenus modestes. Il a perdu dans 16 des 17 États où l'on trouve les plus gros écarts de salaire. Pourtant Sanders a placé la lutte contre les inégalités au centre de sa campagne électorale. Interrogé sur ses défaites face à Hillary Clinton, le sénateur du Vermont explique : « Eh bien, parce que les pauvres ne votent pas » et ajoute : « Je veux dire, c'est un simple fait. C'est une triste réalité de la société américaine », et s'est dit déterminé à transformer « cette réalité ». Il a affirmé que « 80 % des pauvres n'avaient pas voté » lors des élections de 2014<sup>43</sup>. Sanders est convaincu que l'Amérique est prête à « une révolution politique », destinée à mettre fin à la corruption du pouvoir par l'argent. Malgré sa défaite, il va s'employer à pousser Hillary Clinton vers la gauche par rapport à son positionnement habituel et le fait qu'il ne soit pas membre du Parti démocrate, mais socialiste, pourrait le pousser à continuer sa bataille pour imposer sa marque sur la plate-forme démocrate lors de la convention du Parti.

Le milliardaire Donald Trump, candidat pour l'investiture républicaine, qui occupe largement la scène médiatique, s'appuie sur sa fortune personnelle évaluée à 4,5 milliards de dollars pour financer sa campagne. Il se présente comme un candidat « qui, lui, ne sera pas acheté par les donateurs ». Il a réussi grâce à un discours « populiste » à obtenir le soutien d'une grande partie de

<sup>42</sup> Hillary's Vision for America : <<https://www.hillaryclinton.com/issues/>>.

<sup>43</sup> John Wagner and Anne Gearson, « Sanders says he has lost primaries to Clinton because "poor people don't vote" », *Washington Post*, 23 avril, 2016.

la classe ouvrière blanche, dégoûtée et désenchantée de la politique et sceptique vis-à-vis des élus de l'*establishment*.

Le rouleau compresseur de la « révolution » conservatrice, qui a porté Ronald Reagan au pouvoir en 1980, a conduit le Parti démocrate à une stratégie de concession, de renoncement, voire d'une véritable capitulation idéologique pour arriver au pouvoir. Avec Bernie Sanders, l'électorat progressiste semble avoir enfin trouvé le candidat adéquat. Celui qui ose s'assumer comme socialiste et parler des véritables préoccupations des classes populaires sans concession. Il a réussi à mobiliser des électeurs désabusés par de fausses alternances et désenchantés par des promesses non tenues. Sanders serait-il l'équivalent, pour la gauche progressiste, de Barry Goldwater, le conservateur dont la défaite n'a pas constitué la fin d'une bataille électorale, mais le début d'une refondation idéologique ? Pour les progressistes il s'agit d'une renaissance des valeurs qui ont fait le succès du *New Deal* qui a duré jusqu'aux années 1960. Seul l'avenir nous le dira.

Pour les élections de novembre 2016, Wall Street a fait son choix, dès mai 2016, c'est Hillary Clinton qui est la favorite. L'industrie de la finance a déjà levé 23 millions de dollars pour la candidate démocrate<sup>44</sup>.

131

### **Résumé :**

Dans les années 2000, l'emprise des lobbys sur le processus décisionnel a atteint un degré jamais égalé dans la capitale américaine sous les républicains. C'est dans ce contexte que Barack Obama, alors sénateur de l'Illinois, a lancé sa campagne pour l'investiture démocrate à l'élection présidentielle de novembre 2008 avec comme thème majeur la moralisation de la vie politique américaine. Un thème qu'il a continué à mettre en avant pendant les élections générales et dès son accession à la présidence. Après deux mandats à la tête des États-Unis, Obama a non seulement échoué à atteindre son objectif mais, à force de concession, de reculade et de manque de courage politique, il a donné l'impression de s'être « converti » à la culture vénale de la capitale américaine qu'il avait tant décriée.

---

<sup>44</sup> Ben Norton, « Hillary Clinton is Wall Street's preferred candidate: Financial execs pouring millions into her campaign to defeat Trump », [http://www.salon.com/2016/05/09/hillary\\_clinton\\_is\\_wall\\_streets\\_preferred\\_candidate\\_financial\\_execs\\_pouring\\_millions\\_into\\_her\\_campaign\\_to\\_defeat\\_trum/](http://www.salon.com/2016/05/09/hillary_clinton_is_wall_streets_preferred_candidate_financial_execs_pouring_millions_into_her_campaign_to_defeat_trum/).

